

**Débat de politique départementale
à l'initiative du Groupe « Pour les Seinomarins »**

« La prévention : un enjeu d'actualité, une exigence pour l'avenir »

Intervention de Sophie HERVE

C'est pourtant bien connu et reconnu, sauf que trop souvent minoré dans la définition des politiques publiques et les arbitrages budgétaires : « Mieux vaut prévenir que guérir ».

De la petite enfance jusqu'à la perte d'autonomie, dans la santé, le logement, l'éloignement des droits, la délinquance... et j'en passe, si les politiques mises en œuvre n'agissent pas à la racine des problèmes qui peuvent se poser, alors les réponses à apporter pour essayer de les traiter ne seront jamais suffisantes.

Ce ne sont pourtant pas les études qui manquent pour démontrer qu'en investissant massivement sur la prévention, on parvient à agir concrètement en limitant les besoins curatifs et en réalisant à l'arrivée des économies.

Or, dans le domaine de la santé par exemple, les budgets alloués à la prévention représentent 2% des dépenses, nettement en dessous des autres pays de l'OCDE. La France se situe d'ailleurs à la 25^e place sur 35...

Mais ça n'a pas toujours été le cas, bien au contraire, notre système de santé fut même en pointe dans ce domaine. C'était à l'époque des grandes campagnes de prévention, de la présence dans tous les établissements scolaires de professionnels de santé, des CHSCT dotés dans les entreprises de vraies prérogatives et des moyens qui vont avec, de la présence en nombre suffisant de professionnels de santé à tous les étages partout sur les territoires, et d'une véritable Sécurité Sociale qui permettait à chacun de se soigner selon ses besoins sans se préoccuper de ses moyens.

Aujourd'hui, l'accès à un vrai suivi médical n'est plus réel pour une partie de nos concitoyens qui développent des pathologies évitables.

Sauf que tout ceci coûtait apparemment trop de sous, comme si la santé publique pouvait se mesurer autrement qu'en terme de droit fondamental à satisfaire pour chaque citoyen.

Mais c'était sans doute trop demander, il fallait faire des économies sur les dépenses publiques, dénaturer la Sécu, laisser le marché, laisser le privé venir faire son beurre sur le système de santé. La prévention ça ne rapporte pas, c'est le curatif qui dégage du bénéf.

Résultat, à ce jour, un tiers des décès prématurés avant 65 ans seraient liés à des causes évitables, notamment chez les jeunes. Le nombre d'accidents et de décès au travail est reparti à la hausse pour se situer dans la fourchette haute des pays européens.

Même constat dans l'Education, on a surchargé les classes, elles le sont toujours dans le second degré, et on s'étonne que l'échec scolaire se développe et que l'école de la République peine à remplir ses missions essentielles.

Mais comment peut-on raisonnablement penser qu'un enseignant pourrait disposer du temps nécessaire pour accompagner ses élèves selon leurs besoins, quand il se retrouve devant 30 collégiens ou lycéens ?

Et nous pourrions également évoquer les infirmières scolaires, absentes désormais de tous les établissements, chargées pourtant de la prévention auprès de nos enfants.

D'ailleurs, l'importance de cette question de la prévention apparaît particulièrement cruciale dès l'enfance où se jouent des acquisitions fondamentales qui auront des conséquences tout au long de la vie.

Nous avons été d'ailleurs une nouvelle fois interpellés ce matin par les salariés de l'aide sociale à l'enfance où la situation reste très alarmante. Car prendre nos responsabilités quant à l'avenir de ses enfants fragilisés par leur contexte familial c'est aussi faire de la prévention pour ces futurs adultes. Certes des mesures supplémentaires sont prises mais le retard n'est pas rattrapé. Ce n'est pas suffisant, il faut aller bien plus loin.

De l'Etat aux départements donc, la prévention et les moyens qui vont avec, devrait être la première des priorités dans toutes les définitions des politiques publiques. En tête de chapitre.

Or, comme nous pouvons le constater, elle est souvent traitée parmi des fiches actions ou énumérée au milieu d'autres objectifs dans la définition des stratégies publiques.

Si l'on s'en tient au fait que la prévention doit rassembler toutes les dispositions pour empêcher que ne se développe un risque social, éducatif ou sanitaire, on mesure mieux le chemin à parcourir.

Or les crises se succèdent, elles mettent toujours en lumière l'absence d'une prévention suffisante. Alors agir pour ne pas subir ? Je dirais plutôt investir pour ne plus subir ! Car il s'agit de moyens à mobiliser pour ne pas subir. Il y a urgence...